



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation de la licence professionnelle



Economie sociale

de l'Université Paris-Est
Marne-la-Vallée - UPEM

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Licences Professionnelles – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académie : Créteil

Établissement déposant : Université Paris-Est Marne-la-Vallée - UPEM

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) : /

Spécialité : Economie sociale

Secteur professionnel : SP5-Echange et gestion

Dénomination nationale : SP5-1 Management des organisations

Demande n° S3LP150008000

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) : Université Paris-Est Marne-la-Vallée, site de Champs sur Marne et Institut Régional Universitaire et Polytechnique de Saint-Etienne.
- Délocalisation(s) : /
- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /
- Convention(s) avec le monde professionnel : /

Présentation de la spécialité

Cette licence professionnelle est proposée par l'unité de formation et de recherche de sciences économiques et gestion de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM). Elle prépare les étudiants à trois métiers pour des organisations de l'économie sociale et solidaire : assistant en communication interne, chargé de développement associatif et assistant en gestion de la qualité. A chacun de ces métiers correspond une option, cependant l'option menant au troisième métier a été fermée en 2011. Cette licence s'efforce de transmettre les méthodes et techniques de gestion, notamment de gestion de projet, dans un contexte particulier qui est l'économie sociale. Elle apporte également une compétence pointue en communication. Elle est organisée autour d'un tronc commun comportant trois unités d'enseignement concernant respectivement, l'économie sociale et solidaire (droit du secteur, politiques et théories économiques du secteur, environnement), les outils (expression, anglais, recherche de stage et d'emploi), la gestion (audit organisationnel, business plan, ressources humaines). Une quatrième unité optionnelle spécialise les étudiants au travers d'outils et de savoirs spécifiques à l'option choisie. La licence est ouverte en formation continue, en formation initiale classique (stage de fin d'année) et en apprentissage (trois jours par semaine en entreprise).

Le contexte socio-économique est favorable car le secteur se développe et a des besoins de formation important. Cette licence est dans le cœur stratégique de l'UPEM qui a développé une chaire dédiée à l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) regroupant huit partenaires du secteur. Il existe d'autres formations assez proches en Ile-de-France.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

Le dossier est assez inégal mais quand les éléments sont présents, ils témoignent d'une licence professionnelle de qualité. La présence d'une chaire dédiée à l'économie sociale et solidaire est un atout considérable.

Les compétences sont clairement présentées. La description des connaissances ne dépasse pas la simple liste des intitulés de chaque enseignement. La licence est soutenue par la chaire ESS de l'UPEM dans le cadre de laquelle les besoins professionnels sont précisément et profondément analysés. Le secteur de l'ESS est en plein développement et comporte de nombreux salariés proches de la retraite. Les métiers visés sont cohérents avec le niveau Licence et avec les compétences enseignées. Le dossier est peu explicite sur la construction du programme pédagogique, l'accent est mis sur la conduite de projet au travers de deux projets tuteurés et d'un stage (ou de l'apprentissage). On note l'absence de tout cours de comptabilité, de contrôle de gestion et de financement du secteur alors que ce sont des dimensions importantes en lien avec les métiers visés. Les entreprises accueillantes sont bien dans le champ de l'ESS ; par contre, le dossier ne donne aucun exemple de mission. Le dossier précise que les étudiants bénéficient d'un suivi individuel sans en préciser la nature ou l'importance. Les stages sont de quatre mois et, dans l'apprentissage, la présence en entreprise est de trois jours par semaine. Les deux projets tuteurés avant le stage représentent 180 heures et facilitent l'intégration dans l'entreprise. Concernant les modalités de contrôle des connaissances, le dossier se contente de signaler qu'elles sont classiques ; on ne peut donc juger de leur pertinence. Des groupes de niveau sont organisés pour les cours d'anglais et d'expression écrite et orale, une semaine d'intégration permet aux étudiants de découvrir le secteur de l'ESS (visites d'entreprises) et favorise la mixité formation initiale/formation en apprentissage. Le dossier est muet sur les aspects professionnalisants, cependant de nombreux professionnels interviennent dans la formation et de tels aspects sont vraisemblablement présents par le biais de la chaire ESS.

Le nombre, la nature et les modalités des enquêtes d'insertion ne sont pas précisés dans le dossier, cependant les informations fournies sont relativement complètes. A 30 mois, le taux d'emplois est de 85,70 % pour la promotion 2008, et 100 % pour la promotion 2010, la durée de recherche (4 à 7 mois) semble assez longue. On note une forte progression des poursuites d'études qui, avec 45 % en 2009, deviennent excessives. Les explications données montrent que cette évolution n'est pas due à une volonté des responsables de la licence. Le dossier signale que les postes occupés sont conformes aux objectifs mais sans citer d'exemples permettant d'étayer cette affirmation. La qualité de l'insertion est à la baisse, les emplois stables passent de 75 % à 45 %, les cadres et professions intermédiaires de 83,30 % à 72,70 %. Les salaires sont stables et corrects pour une licence professionnelle (autour de 1 450 € nets). Il n'y a pas de véritable analyse de l'insertion sur le devenir de la formation. D'ailleurs, l'ensemble des évolutions présentées ci-dessus sont à prendre avec précaution car étant observées sur deux années seulement.

Plus de 60 % des heures d'enseignement sont effectuées par des professionnels, ce qui est très important. 16 professionnels interviennent dans l'enseignement, ce nombre conséquent assure une bonne diversité ; on aurait aimé connaître leur fonction pour apprécier la qualité de l'équipe. Les enseignements effectués par ceux-ci sont au cœur du métier et ne concernent pas les savoirs généraux. Les professionnels sont aussi impliqués dans le suivi de stages et le suivi de projets tuteurés, ils organisent des rencontres avec les entreprises et organismes de l'ESS, ils participent également au pilotage de la formation par le biais du conseil de perfectionnement. Au-delà des classiques conventions de partenariat, les relations avec les milieux professionnels passent par les multiples activités organisées par la chaire ESS, ces partenariats sont nombreux et très riches ; peu explicités dans le dossier. Le dossier signale un partenariat avec le Centre de formation des apprentis Descartes sans en préciser la nature. Le contexte socio-économique est favorable car le secteur se développe et a des besoins de formation importants, il résiste mieux à la crise et progresse mieux que le secteur privé. Si le contexte socio-économique est peu étudié dans le dossier, la chaire ESS étudie celui-ci de manière très approfondie constituant un puissant outil d'analyse et de positionnement. La présence de cette chaire est un atout considérable.

Outre les professionnels, les enseignements sont assurés par deux Maîtres de conférences, deux Professeurs Associés à temps partiel (PAST) et un Doctorant. L'équipe pédagogique souffre d'un déficit d'intervenants universitaires. Un conseil pédagogique regroupe chaque année l'ensemble des enseignants après l'évaluation de la formation par les étudiants. Le comité de pilotage de la chaire tient lieu de conseil de perfectionnement, il est constitué d'un représentant de chacun des huit partenaires. Il semble donc que les étudiants ne participent à aucun de ces conseils. On ne trouve dans le dossier aucune précision utile sur l'organisation du pilotage de la licence, aucun compte rendu ne permet de juger de la qualité des échanges des conseils. Il n'y a aucun lien avec les formations en amont de la licence ; cependant avec 150 à 200 dossiers pour une quarantaine d'inscrits, la licence démontre son attractivité. La diversité des publics est avérée : BTS, DUT, seconde année de licence, 5 % à 10 % seulement d'étudiants de l'UPEM. Les modalités de sélection ne sont pas vraiment explicitées.



Les taux de réussite sont limités : ils varient de 77 % à 91 %. Aucune raison n'est invoquée pour expliquer cette relative faiblesse. En revanche, les actions correctives sont assez nombreuses. Une fiche d'autoévaluation présente un commentaire développé pour chaque critère. La rédaction du dossier n'a pas été réalisée avec un soin suffisant, pour se faire une idée précise de la qualité de la licence ; il faut sans cesse « jongler » entre le dossier de présentation de la spécialité, celui de l'autoévaluation, la fiche RNCP et le site de la chaire ESS auquel le dossier renvoie trop souvent.

- Points forts :
 - L'apport considérable de la chaire ESS.
 - Les liens avec les milieux professionnels.
 - L'attractivité et les flux entrants.

- Points faibles :
 - Les poursuites d'études, à surveiller.
 - Un dossier trop peu développé sur certains items.
 - Le manque (à la lecture du dossier) d'enseignements en comptabilité, contrôle de gestion et financement du secteur.

- Recommandations pour l'établissement :

Il faudrait continuer à œuvrer pour limiter les poursuites d'études. Dans la composition des enseignements, il serait intéressant d'étudier l'opportunité d'ajouter des cours de comptabilité, de contrôle de gestion et de financement du secteur.



Observations de l'établissement

Observations à l'évaluation de l'AERES concernant la spécialité de licence professionnelle:

Economie sociale

Pas d'observations

Gilles ROUSSEL
Président
Université Paris-Est Marne-la-Vallée

